

La version intégrale des sources/ textes en question sont disponibles ici (60 pages, n'hésitez pas à les lire, elles sont passionnantes, notamment sur les relations diplomatiques entre Etats) :

www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf

Article du journal Le Monde sur la négation d'Holodomor

Mis à jour le 24.11.06 | 14h15

L'Histoire n'est pas neutre. Dans l'ex-Union soviétique encore moins qu'ailleurs. L'Ukraine s'apprête à commémorer, samedi 25 novembre, la famine qui a frappé le pays en 1932 et 1933. Connue sous le nom d'"Holodomor" ("extermination par la faim", en ukrainien), cette page de l'ère stalinienne a fait plusieurs millions de morts, principalement dans les régions de Kharkiv et de Dniepropetrovsk. L'anniversaire est, cette année, plus politique que jamais. Le président Viktor Iouchtchenko a déposé, début novembre, un projet de loi "sur la perpétuation de la mémoire des victimes de la famine". Le texte prévoit notamment de punir quiconque contesterait son caractère génocidaire. "Nous n'accusons aucun peuple, aucun pays et personne, en Ukraine, de génocide. Ce n'est pas le but de cette loi", a assuré le président, le 15 novembre. Tout de même. L'affaire survient alors que Viktor Iouchtchenko est en train de rompre le pacte de gouvernement scellé en août, après les élections législatives, avec le parti prorusse de Viktor Ianoukovitch, qui représente justement ces russophones dont les parents sont venus s'installer en Ukraine pour combler la saignée démographique de la famine. Les partisans de M. Ianoukovitch sont divisés sur l'opportunité

¹⁰¹ Liévin, édité par le Comité internationaliste pour la solidarité de classe, 2007, p. 41-53;

de voter ce projet de loi. En visite à Kiev, début novembre 2006, Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a de son côté refusé que la famine soit considérée comme un génocide.

Le texte fouaille une blessure de la mémoire ukrainienne. Occultée de l'histoire officielle soviétique, l'Holodomor a marqué les familles et entretenu le ressentiment vis-à-vis de Moscou. Dans les périodes de tensions avec le grand voisin ou dans les phases d'impopularité interne, le gouvernement ukrainien se saisit de la tragédie. En 2003, avant la "révolution orange", le Parlement ukrainien avait voté une résolution - pas une loi - qui assimilait déjà la famine de 1932-1933 à un "génocide", "un acte terroriste délibéré du système stalinien" et "un des facteurs importants pour la reconnaissance de l'indépendance ukrainienne".

L'offensive du président est également diplomatique. Le 27 octobre, un représentant ukrainien a appelé, lors d'une réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, "tous les Etats à condamner l'Holodomor et à promouvoir sa reconnaissance internationale, particulièrement par les Nations unies, comme génocide contre la nation ukrainienne". Une dizaine de pays, la plupart abritant une forte communauté ukrainienne comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie, ont aujourd'hui reconnu officiellement ce caractère génocidaire. La France, qui aime tant légiférer sur l'Histoire, ne fait pas partie de la liste. "Le gouvernement français n'envisage pas, à ce stade, de se prononcer sur la qualification politique et juridique de la grande famine comme crime de génocide", assurait, en 2005, le ministère des affaires étrangères, en réponse à une question écrite d'un sénateur.

L'exploitation politique de la famine ne facilite pas le travail des historiens, déjà compliqué par le long interdit qui a pesé sur le sujet. "Nous sortons d'un silence absolu de soixante ans", constate Nicolas Werth, l'un des meilleurs connaisseurs français de la période, directeur de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent, dépendant du CNRS. L'ouverture partielle des archives de l'ex-URSS a amélioré la connaissance, tout comme les témoignages des derniers survivants, recueillis notamment par Georges Sokolov (*L'Année noire 1933 : la famine en Ukraine*, Albin Michel). Les rapports de la Guépéou sur les "difficultés alimentaires" apportent un éclairage glacial mais circonstancié. Les estimations divergent encore sur le bilan, mais le chiffre de 5 millions de morts est le plus fréquemment évoqué.

La gravité de la famine est cependant contestée par quelques historiens revendiquant leur fidélité communiste. La Française Annie Lacroix-Riz, qui enseigne à Paris-VII, dénonce ainsi une "opération de propagande", "un bobard" et préfère évoquer "une sérieuse disette conduisant à un strict renforcement du rationnement" (*Sur la "famine" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane*). Contactée par *Le Monde*, l'historienne n'a pas donné suite à notre appel.

Les réfractaires s'appuient notamment sur le voyage d'Edouard Herriot dans la région en 1933. L'homme politique radical s'était répandu sur la prospérité des campagnes ukrainiennes. Mais des travaux historiques ont, depuis, démontré comment le voyageur, obnubilé par sa volonté d'un rapprochement franco-soviétique, avait été magistralement abusé par ses hôtes. Le journaliste américain Walter Duranty, correspondant du *New York Times* à Moscou, prix Pulitzer 1932, a également nié jusqu'à sa mort, en 1957, l'existence d'une famine. Mais son journal a récemment soumis ses articles à un examen critique et conclu que sa couverture était "discréditée". Une campagne a été lancée outre-Atlantique pour que le prix Pulitzer lui soit retiré.

Si la réalité de la famine n'est plus guère contestée, le principal débat concerne donc la qualification de génocide. La pénurie alimentaire est née de réquisitions massives, virant au pillage, organisées à partir de l'été 1932. Elle a surtout touché les régions les plus hostiles à la collectivisation des terres et les foyers du nationalisme ukrainien. Les victimes avaient

interdiction de sortir du périmètre dans lequel les vivres avaient été confisqués. Elles y étaient renvoyées quand elles tentaient de s'en échapper. Tandis que des hommes mouraient de faim, l'URSS exportait des céréales (1,7 million de tonnes en 1932, puis en 1933).

Selon l'historien Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, "cette famine préméditée, organisée, systématisée était destinée à éliminer la partie la plus dynamique de la paysannerie. Il faut appeler cela un génocide de classe". "C'est un génocide par famine", estime le docteur Yves Ternon, auteur de *Guerres et génocides au XXe siècle*, ouvrage à paraître en janvier chez Odile Jacob. "Les historiens ont la volonté de contenir la définition de génocide, mais, même selon des critères restrictifs, la mort par famine délibérée de 5 millions de personnes est sans aucun doute un génocide", poursuit le spécialiste. "Une volonté punitive est-elle une volonté génocidaire ?", interroge cependant Pavel Chinsky, normalien franco-russe enseignant à Moscou et auteur de *Staline. Archives inédites 1926-1936* (éd. Berg). Egalement opposés à la collectivisation, les nomades du Kazakhstan, les paysans des bords de la Volga ou les cosaques du nord du Caucase ont été à la même époque l'objet de mesures répressives qui ont abouti à de terribles famines.

Longtemps, Nicolas Werth s'est montré circonspect sur la qualification de l'Holodomor. Mais les derniers textes exhumés des archives, notamment des lettres de Staline, ont infléchi sa position. "Est-ce un génocide ? Plutôt oui. Par rapport aux autres famines qui ont touché l'Union soviétique, celle-ci se distingue par la volonté d'éradiquer le nationalisme et de punir des paysans. Elle est aggravée volontairement. Il y a une spécificité", estime-t-il. Près de soixante-quinze ans après, les archives ne sont encore qu'entrouvertes et le débat est soumis aux pressions. "Il y a, dans certaines démarches historiques, la recherche d'une part de revanche", regrette Pavel Chinsky. "Être historien reste un métier difficile en Russie", constate-t-il.

Benoît Hopquin. Article paru dans l'édition du 25.11.06

Mise au point de 2007-2008

Sur « la famine en Ukraine », voir enfin les travaux de Mark Tauger (Mark B. Tauger, Ph.D. UCLA, Associate Professor, Specialization: Russian and Soviet History, Mark.Tauger@mail.wvu.edu) que je n'avais pas encore lus quand j'ai fait ma présentation critique et archivistique sur la question en 2003-2005 (référence qui m'a été fournie récemment par une correspondante que je remercie une fois de plus).

Commencer par exemple par sa critique du « Livre Noir du Communisme on the Soviet Famine of 1932-1933 », critique documentée sur les méthodes utilisées par Nicolas Werth pour illustrer, via cette question de « la famine de 1932-1933 », sa thèse centrale, celle de « la guerre de Staline contre son peuple ». Je rappelle que ce chercheur est devenu depuis dix ans, grâce à sa contribution au *Livre noir du communisme*, le champion de la « soviétologie » française à usage universitaire et scolaire (ce qui l'a qualifié comme conseiller des réalisateurs de l'émission de la chaîne allemande Bertelsmann, diffusée le 13 mars 2007 sur M 6, sur « Staline, le tyran rouge » qui a reçu la caution du Ministère de l'éducation nationale et de l'association des professeurs d'histoire et géographie).

Elle comportait naturellement un développement sur « la famine en Ukraine » dont les photographies posent les problèmes mentionnés ci-dessus (voir Douglas Tottle, *op. cit.*)

Annexe sur « Staline, le tyran rouge » :

J'ai le 11 mars 2007 adressé (avant visionnage, donc) à l'association des professeurs d'histoire et géographie le courrier suivant, auquel, à cette date (7 novembre 2008), je n'ai pas reçu réponse.

La réponse de Annie Lacroix-Riz

au journal Le Monde

L'Holodomor, nouvel avatar de l'anticommunisme « européen »

Novembre 2008

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Depuis novembre 1917 se sont sans répit succédé des campagnes antibolcheviques aussi violentes que diverses, mais celle de « la famine en Ukraine » lancée en 1933 a depuis vingt ans pris le dessus. Elle se déchaîne quand les grands impérialismes, Allemagne et États-Unis en tête, avides depuis le 19^e siècle de piller les immenses ressources de l'Ukraine, se croient en mesure d'y parvenir. La conjoncture sourit au Reich en 1932-1933, quand *le Sud de l'URSS (Ukraine et autres « terres noires », Nord du Caucase et du Kazakhstan)* fut frappé par une considérable baisse des récoltes et l'ensemble de l'Union par des difficultés d'approvisionnement entraînant le retour à un strict rationnement. Grave « disette », surtout pendant la « soudure » (entre deux récoltes), non spécifiquement ukrainienne, selon la correspondance diplomatique française; « famine » *ukrainienne* selon les rapports de 1933-1934 des consuls allemands et italiens, exploités par les États ou groupes affairés à la sécession de l'Ukraine : Allemagne, Pologne, centre majeur d'agitation à Lwow, et Vatican.

Cette disette ou cette famine résultait de phénomènes naturels et sociopolitiques : une sécheresse catastrophique se doubla des effets de la rétention croissante des livraisons (abattage du bétail compris), depuis le tournant des années vingt, par les anciens koulaks (paysans les plus riches) rebelles à la collectivisation. Cette fraction, en lutte ouverte contre le régime soviétique, constituait, en Ukraine, une des bases du soutien à l'« autonomisme », habillage sémantique de la *sécession*, au bénéfice du Reich, de la région agricole reine des « terres noires », en outre premier bassin industriel du pays. L'appui financier allemand, massif avant 1914, s'était intensifié pendant la Première Guerre mondiale, où l'Allemagne transforma l'Ukraine, comme les Pays Baltes, en base économique, politique et militaire du *démantèlement* de l'empire russe. La République de Weimar, fidèle au programme d'expansion du Kaiser, continua à financer « l'autonomisme » ukrainien. Les hitlériens affichèrent à leur arrivée au pouvoir leur plan de saisie de l'Ukraine soviétique, et *tout* l'autonomisme ukrainien (les fonds policiers, diplomatiques et militaires convergent) se rallia entre 1933 et 1935 au Reich, alors plus discret sur ses visées sur le reste de l'Ukraine.

La réponse de Annie-Lacroix-Riz sur la propagande pro « holodomor »

L'Holodomor, nouvel avatar de l'anticommunisme « européen »

Novembre 2008

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Depuis novembre 1917 se sont sans répit succédé des campagnes antibolcheviques aussi violentes que diverses, mais celle de « la famine en Ukraine » lancée en 1933 a depuis vingt ans pris le dessus. Elle se déchaîne quand les grands impérialismes, Allemagne et États-Unis en tête, avides depuis le 19^e siècle de piller les immenses ressources de l'Ukraine, se croient en mesure d'y parvenir. La conjoncture sourit au Reich en 1932-1933, quand *le Sud de l'URSS (Ukraine et autres « terres noires », Nord du Caucase et du Kazakhstan)* fut frappé par une considérable baisse des récoltes et l'ensemble de l'Union par des difficultés d'approvisionnement entraînant le retour à un strict rationnement. Grave « disette », surtout pendant la « soudure » (entre deux récoltes), non spécifiquement ukrainienne, selon la correspondance diplomatique française; « famine » *ukrainienne* selon les rapports de 1933-1934 des consuls allemands et italiens, exploités par les États ou groupes affairés à la sécession de l'Ukraine : Allemagne, Pologne, centre majeur d'agitation à Lwow, et Vatican.

Cette disette ou cette famine résultait de phénomènes naturels et sociopolitiques : une sécheresse catastrophique se doubla des effets de la rétention croissante des livraisons (abattage du bétail compris), depuis le tournant des années vingt, par les anciens koulaks (paysans les plus riches) rebelles à la collectivisation. Cette fraction, en lutte ouverte contre le régime soviétique, constituait, en Ukraine, une des bases du soutien à l'« autonomisme », habillage sémantique de la *sécession*, au bénéfice du Reich, de la région agricole reine des « terres noires », en outre premier bassin industriel du pays. L'appui financier allemand, massif avant 1914, s'était intensifié pendant la Première Guerre mondiale, où l'Allemagne transforma l'Ukraine, comme les Pays Baltes, en base économique, politique et militaire du *démantèlement* de l'empire russe. La République de Weimar, fidèle au programme d'expansion du Kaiser, continua à financer « l'autonomisme » ukrainien. Les hitlériens affichèrent à leur arrivée au pouvoir leur plan de saisie de l'Ukraine soviétique, et *tout* l'autonomisme ukrainien (les fonds policiers, diplomatiques et militaires convergent) se rallia entre 1933 et 1935 au Reich, alors plus discret sur ses visées sur le reste de l'Ukraine.

L'URSS ne contrôlait alors en effet que l'Ukraine orientale (Kiev-Kharkov), redevenue soviétique depuis 1920, après la sécession opérée pendant la guerre civile-étrangère : de gros morceaux de l'Ukraine lui avaient été arrachés ou non attribués, en dépit de l'appartenance ethnique de leur population, des promesses françaises, en 1914, de remettre des dépouilles de l'empire austro-hongrois à la Russie tsariste alliée et de la fixation en 1919 de la « ligne Curzon ». L'impérialisme français, un des deux maîtres (avec Londres) de la guerre étrangère faite aux Soviets puis du « cordon sanitaire » qui suivit son fiasco, offrit à la Roumanie dès 1918 la Bessarabie (Moldavie, capitale Kichinev), ancien pan de l'empire russe, et la Bucovine; la Tchécoslovaquie en reçut d'emblée la Ruthénie subcarpathique; la Pologne de Pilsudski, en 1920-1921, l'Ukraine occidentale ou Galicie orientale, naguère autrichienne - capitale Lemberg (en allemand), Lvov (en russe), Lwow (en polonais), Lviv (en ukrainien) -, avec l'aide du corps expéditionnaire français dirigé par Weygand. Et ce alors que la « ligne Curzon » (nom du secrétaire au Foreign Office) avait en 1919 estimé « ethniquement » russe ce territoire, reportant la frontière russo-polonaise de 150 km à l'Ouest de l'Ukraine russe : la « Russie » devait le recevoir de ses alliés quand eux-mêmes et les Blancs auraient chassé les bolcheviques, ce qui ne se produisit point.

Ce distinguo géographique est décisif, car Lwow devint - et Lviv demeure - un centre majeur du tapage sur la « famine en Ukraine » *allemand, polonais et vatican* qui commença à l'été 1933, c'est à dire *après* qu'une excellente récolte soviétique eut mis fin à la crise des approvisionnements. S'il y avait eu en 1932-1933 famine, portée à son maximum pendant la « soudure » (entre les deux récoltes), juillet 1933 marqua son terme. La campagne fut relayée par tout le camp antisoviétique, États-Unis inclus, où la presse germanophile du groupe Hearst s'en empara. La famine n'avait pas été « génocidaire », ce qu'admettent tous les historiens anglo-saxons sérieux, tels R.W. Davies et S. Wheatcroft, non traduits en français, à la différence de Robert Conquest, agent des services secrets britanniques devenu prestigieux « chercheur » de Harvard, idole de la « faminologie » française depuis 1995¹⁰². La campagne originelle n'avait même pas brandi le « génocide » : Berlin, Varsovie, le Vatican, etc. maudissaient Staline, les Soviets ou les judéo-bolcheviques, stigmatisaient leur férocité ou leur « organisation » de la famine et décrivaient une Ukraine poussée par la faim au cannibalisme. Les Français, quant à eux, imputaient aux plans sécessionnistes du trio ce vacarme lancé alors que le Reich promettait au dictateur polonais Pilsudski, si celui-ci restituait Dantzig et son corridor, de lui remettre sur un plateau l'Ukraine soviétique qu'ils conquerraient bientôt ensemble : François-Poncet, délégué du Comité des Forges et ambassadeur à Berlin, ricanait des sanglots quotidiens versés par la presse du Reich sur le martyr ukrainien, grosse ficelle à visées extérieures (annexer l'Ukraine) et intérieures (« flétrir les résultats du régime marxiste »¹⁰³).

L'abondante correspondance militaire et diplomatique d'époque exclut la thèse de la naïveté des « benêts » prosoviétiques, aveugles, pendant leur voyage de septembre 1933 en Ukraine, aux mensonges et cachotteries de Moscou, tel Édouard Herriot : c'est à dire la thèse soutenue en 1994 par le démographe Alain Blum qui a initié en France le chiffre des « 6 millions de morts ». Ce symbole concurrentiel auxquels les Ukrainiens antisémites tenaient tant – il fallait faire au moins aussi bien que les juifs, avant de faire beaucoup plus, 7, 9, 10, 12, jusqu'à 17 millions à ma connaissance (pour un effectif total d'une trentaine de millions d'Ukrainiens soviétiques) -, fut adopté dans *Le Livre noir du Communisme* en 1997 par Nicolas Werth. Encore celui-ci réfutait-il alors la thèse « génocidaire » qu'il soutient depuis

¹⁰² Respectivement, *The years of Hunger, Soviet agriculture 1931-1933*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, et *Harvest of Sorrow, Soviet Collectivization and the Terror-Famine*. New York, Oxford University Press, 1986, traduit en 1995 (et ma mise au point Internet, bibliographie sommaire)

¹⁰³ Dépêche 727 à Paul-Boncour, Berlin, 5 juillet 1933, Europe URSS 1918-1940, vol. 986, relations Allemagne-URSS, juin 1933-mai 1934, archives du Quai d'Orsay (MAE).

son engagement en « 2000 dans un projet de publication de documents sur le Goulag (6 volumes, sous l'égide de la fondation Hoover et des archives d'État de la Fédération de Russie) »¹⁰⁴. Chiffre doublement irrecevable : 1° Alain Blum le déduit d'*estimations démographiques*, puisque l'URSS ne fit aucun recensement entre 1926 et 1939 : or, entre ces dates, dans le cadre d'un boom industriel voué, depuis le début de la grande crise capitaliste, à la défense contre la menace allemande, eurent lieu de gigantesques mouvements de population interrégionaux, affectant particulièrement l'Ukraine agricole collectivisée. La faible croissance de la population ukrainienne entre les deux recensements n'autorise donc pas l'équivalence : déficit démographique égale morts de famine; 2° le mode de calcul de l'estimation est absurde : Alain Blum s'est aligné sur des statisticiens russes qui en 1990 ont regroupé la *décennie* 1930 de pertes présumées - 6 millions - sur *la seule année 1933*¹⁰⁵.

Le chiffre fatidique fut repris par des « soviétologues » français liés, tel Stéphane Courtois, ou non aux champions de « l'Ukraine indépendante » orange. Absurdité suprême, dans l'Ukraine *orientale* seraient donc mortes en quelques mois autant de victimes - voire deux ou trois fois plus - que de juifs furent exterminés, de 1939 et surtout de 1942 à 1944, sur un territoire étendu de la France à l'Oural; et ce sans laisser aucune des traces visibles, photos ou écrits laissés par le génocide nazi.

C'est dans ce contexte que s'agitèrent en France des groupes « ukrainiens », telle l'association « Ukraine 33 » qu'hébergea l'archevêché de Lyon, avec pour président d'honneur Mgr Decourtray. Elle relève de l'autorité du Congrès ukrainien mondial, sis à Washington et présidé par Askold S. Lozynskyj, dont le *New-York Times* publia le courrier suivant du 18 juillet 2002 : « quand les Soviétiques furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers [...] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 [...]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine orientale, les Soviétiques avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovitch.

Le célèbre historien britannique Norman Davies a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle! »¹⁰⁶.

Ces antisémites frénétiques se montrèrent plus discrets en France, où ils flagornèrent des associations juives et la Ligue des Droits de l'Homme dans des « colloques internationaux » et débats sur « les génocides » (juif, arménien, ukrainien)¹⁰⁷. Ils exigèrent en 2005-2006 mon exclusion de l'université du président de Paris 7 puis du président de la République Jacques Chirac, me taxant de « négationnisme » pour avoir adressé par Internet à mes étudiants un recueil critique (cité plus loin) d'archives sur les bobards de la campagne germano-vaticano-polonaise de 1933-1935. Ils ne me pardonnaient surtout pas d'avoir rappelé en 1996 le rôle, dans l'Ukraine occupée par la Wehrmacht, de l'Église uniato de Galicie orientale soumise au Vatican et confiée à l'évêque (de Lwow), Mgr Szepticky, qui bénit les tueries de la division ukrainienne SS *Galicja* issue des groupements du nazi uniato Stefan

¹⁰⁴ <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article98> (site IHTP); sur le rôle antisoviétique officiel de cette fondation étroitement liée au Département d'État, référence de la n. 1.

¹⁰⁵ Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 96-99 et n. 61, p. 243.

¹⁰⁶ http://zustrich.quebec-ukraine.com/news02_shmul.htm, traduction ALR. Le polonophile Davies, qui a obtenu son doctorat à Cracovie, doit sa notoriété à sa minimisation de la destruction des juifs de Pologne, qui l'a opposé à plusieurs historiens américains (Lucy S. Davidowicz, Abraham Brumberg et Theodore Rabb).

¹⁰⁷ « Mémoires partagées des génocides et crimes contre l'humanité », « colloque international » du « Collectif Reconnaissance », 28-29 avril 2006, ENS Lyon, etc. (documentation Internet intarissable).

Bandera¹⁰⁸. Ajoutons à ces dossiers compromettants pour les hérauts de « l'Holodomor » que j'ose affirmer que la diabolisation du communisme et de l'URSS ne relève pas de l'analyse historique mais de campagnes idéologiques, que, non contente d'être marxiste, je suis juive et qu'un de mes grands-pères a été tué à Auschwitz - fait que j'ai rendu public en 1999, face à une autre campagne¹⁰⁹, et que ces excités connaissaient¹¹⁰ : tous éléments de nature à les mobiliser.

Faillit se réaliser le rêve d'arracher jusqu'à l'appui des juifs de France à une campagne contre une « judéo-bolchevique » travestie en « négationniste »! Le harcèlement, contre lequel se dressèrent le Snesup et le PRCF, qui lança en juillet 2005 une efficace pétition soutenue par la (seule) Libre Pensée¹¹¹, se relâcha après que les « Ukrainiens » eurent le 25 mai 2006, sous la protection de la police du ministre de l'intérieur N. Sarkozy, rendu hommage à l'Arc de Triomphe au grand pogromiste Petlioura. Émigré en France après ses forfaits de 1919-1920, il avait été abattu en 1926 par le juif russe émigré Schwartzbard, et la défense de celui-ci avait généré la Ligue contre l'antisémitisme (LICA) devenue en 1979 LICRA. Celle-ci dénonça enfin, le 26 mai 2006, via son président Patrick Gaubert - après plusieurs vaines mises en garde de la prétendue « négationniste » Lacroix-Riz -, ces antisémites de choc. Le tapage des groupuscules « ukrainiens » va-t-il reprendre ici, stimulé par le Parlement européen?

L'Ukraine occidentale orange, tutrice (officielle) de l'Ukraine entière, occupe à nouveau le centre d'une campagne qui, depuis l'ère Reagan – phase cruciale du démantèlement de la Russie mis en œuvre *depuis 1945* par les États-Unis -, doit tout ou presque à Washington, de même que la précédente devait tout à l'argent allemand. Ses champions empilent les millions de morts d'une Ukraine orientale dont les ressortissants, pourtant concernés au premier chef, n'ont jamais rejoint la meute. La CIA a joué en revanche les chefs d'orchestre, appuyée sur 1° des « Ukrainiens » antisémites et antibolcheviques, collaborationnistes éminents sous l'Occupation allemande, émigrés quand la Wehrmacht fut chassée d'Ukraine ou après mai 1945 aux États-Unis, au Canada ou en Allemagne occidentale; 2° sur certaines universités américaines prestigieuses, dont Harvard et Stanford, relayées ensuite par les universités « occidentales » (Europe orientale incluse) que les financements américains ont gratifiées (en pleine misère des crédits publics de recherche) d'une foule de colloques et commandes éditoriales sur « la famine génocidaire en Ukraine ».

Le soutien financier et politique américain a généré la campagne « Holodomor » des gouvernants ukrainiens - qui ont en 2008 érigé en héros national Stefan Bandera, « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne »¹¹² prétendument « indépendantiste » (pas du Reich), criminel de guerre émigré en 1945 en zone d'occupation américaine, organisateur, depuis sa base de Munich, d'assassinats de masse jusqu'aux années cinquante dans l'Ukraine redevenue soviétique¹¹³. Privé d'un tel soutien, le vacarme s'arrêterait ou perdrait tout écho international. Le « Parlement européen », en reconnaissant le 23 octobre 2008 « l'Holodomor (famine provoquée artificiellement de 1932-1933 en Ukraine) comme “un crime effroyable

¹⁰⁸ *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, rééd. 2007, p. 414-417, et *infra*.

¹⁰⁹ Quand fut contesté mon travail sur la fabrication et la livraison au Reich de Zyklon B « français » (de l'usine de Villers-Saint-Sépulcre) par la société mixte Ugine-Degeesch, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999, index.

¹¹⁰ Et dont leur prose a régulièrement fait état au cours de leur campagne de 2005-2006.

¹¹¹ Parmi les organisations sollicitées non signataires, le PCF, la Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, diverses associations juives, le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie (APHG), etc.

¹¹² Dépêche 30 de Léon Noël, ambassadeur à Varsovie, 15 janvier 1936, SDN, vol. 2169, Pologne, dossier général, février-juillet 1936, MAE.

¹¹³ Lacroix-Riz, *Vatican, loc. cit.*, Tottle, chap. 9-10 ; Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992, index Bandera ; Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, index Bandera, etc.

perpétré contre le peuple ukrainien et contre l'humanité” », révèle sa stricte dépendance envers les États-Unis, maîtres de l'Ukraine « indépendante », en concurrence avec l'Allemagne, dont la grande presse affiche un zèle pro-ukrainien égal à celui de l'actuelle Pologne, héritière des « colonels » Josef Beck et consorts.

Bibliographie sommaire : conjoncture ukrainienne germano-vaticano-polono-américaine, Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican* (réf. n. 7); *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, rééd. 2010; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, même éditeur, 2008;

et surtout mise au point imminente de la synthèse présentée à mes étudiants en 2004, « Ukraine 1933 mise à jour de 2008 », (« Sur la “famine génocidaire stalinienne” en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane », www.historiographie.info), qui a déclenché la fureur des tenants de « l'Holodomor ».

Retenir de la bibliographie Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, épuisé mais téléchargeable: cet ancien photographe y a montré que les photos des campagnes ukrainiennes de 1933-1935 puis de l'ère reaganienne (articles, ouvrages, films) provenaient des collections de la famine de 1921-1922, bilan de 7 ans de guerre mondiale puis de guerre étrangère et civile, et a éreinté de façon très argumentée les sources écrites et photographiques de l'ouvrage maître de Conquest (chapitre 7, « Harvest of deception » (« moisson de tromperie ») et surtout p. 86-90; Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006, qui estime à « 35 000 cadres militaires et du parti en Galicie orientale [soviétique] entre 1945 et 1951 » le bilan des massacres perpétrés par les banderistes, p. 325.